

ORAN / GE PRESSEE

POUR UNE GESTION DURABLE DE LA FONCTION PUBLIQUE



LA POSTE

JAB
CH-1205 Genève
PP | Journal

3

Edito

4-5

Initiative

6-11

L'avenir
de la CDU

12

Budget
2022

13-15

Assises

Agenda

En raison de la situation sanitaire, l'agenda des séances des commissions, groupements, conférences, etc. est soumis à de nombreuses modifications.

Nous vous invitons à vous rendre sur notre site internet www.pdc-ge.ch pour trouver les informations actualisées.

L'équipe de l'OranGE Pressée

Rédacteur en chef
Benoît Cerutti

Editeur Responsable
Vincent Gillet
Secrétaire général du PDC

Graphisme
Arthur Miffon
com.betypic.ch/

IMPRESSUM

10 éditions p/an - OranGE Pressée // Prix Abo. 40.- ou 60.- avec soutien
Éditeur et rédacteur: Parti Démocrate-Chrétien • Rue Alcide-Jentzer 9, 1205 Genève
T. 022 328 20 11 • info@pdc-ge.ch • www.pdc-ge.ch • facebook.com/genevepdc
Molésion Impressions, imprimé en 1400 exemplaires sur papier recyclé avec des encres biovégétales

EDITO



Comme chaque année, la rentrée politique est scandée par la présentation du budget du Conseil d'État. Dans un canton qui possède le triste record national de la dette publique la plus élevée, l'exercice est très attendu. Et la déception souvent au rendez-vous.

La copie présentée récemment par le Conseil d'État ressemble plus à une liste de courses où chacune et chacun des membres du gouvernement a inscrit ses demandes, qu'à une vision politique traçant des priorités pour Genève et ses habitant-e-s.

Il serait néanmoins injuste de rendre le Conseil d'État actuel responsable de tous les maux. C'est en effet le modèle des cinquante dernières années qui est aujourd'hui en crise. Bâties uniquement à partir de l'État, nos politiques publiques sont devenues très coûteuses pour une efficacité limitée et ce, malgré la grande qualité de notre fonction publique. Il est ainsi urgent de tout repenser. Redéfinir chacune des missions de l'État ; ce qu'il peut déléguer, ce qui peut être fait autrement. Car au-delà des débats budgétaires, c'est sans doute le défi le plus important des prochaines années. Notre parti y prendra toute sa part et fera des propositions dans ce sens ces prochaines semaines.

Delphine Bachmann, Présidente du PDC Genève

Pour une gestion durable de la fonction publique

Le PLR et le PDC ont décidé le lancement commun d’une initiative constitutionnelle qui vise à restreindre l’engagement de nouveaux fonctionnaires en cas de budget déficitaire.

Le texte vise à ajouter l’alinéa suivant à l’article 156 de la Constitution genevoise : « un budget de fonctionnement qui présente un excédent de charges ne peut prévoir la création de nouveaux postes (ETP) qu’à la condition qu’il prévoit une diminution équivalente, en application du principe de réallocation des ressources. »

Persuadé que l’État ne peut pas vivre à crédit, creusant une dette que nos enfants devront bien payer un jour, les deux partis de droite et du centre demandent que le Canton applique une mesure de bon sens que les ménages genevois connaissent eux-mêmes très bien : ne pas dépenser plus que ce que l’on gagne !

Depuis 2011, la population genevoise a augmenté de 9%, alors que le nombre de fonctionnaire s’est accru de 17% et les charges de personnel de l’État de 22% sur le même laps de temps, soit une hausse des charges de personnel 2,5 fois supérieur à celle de la population !

A Genève, l’État engage chaque année environ 350 nouveaux fonctionnaires de plus, dont la majorité ne sont pas sur le terrain (enseignants, policiers, infirmières).

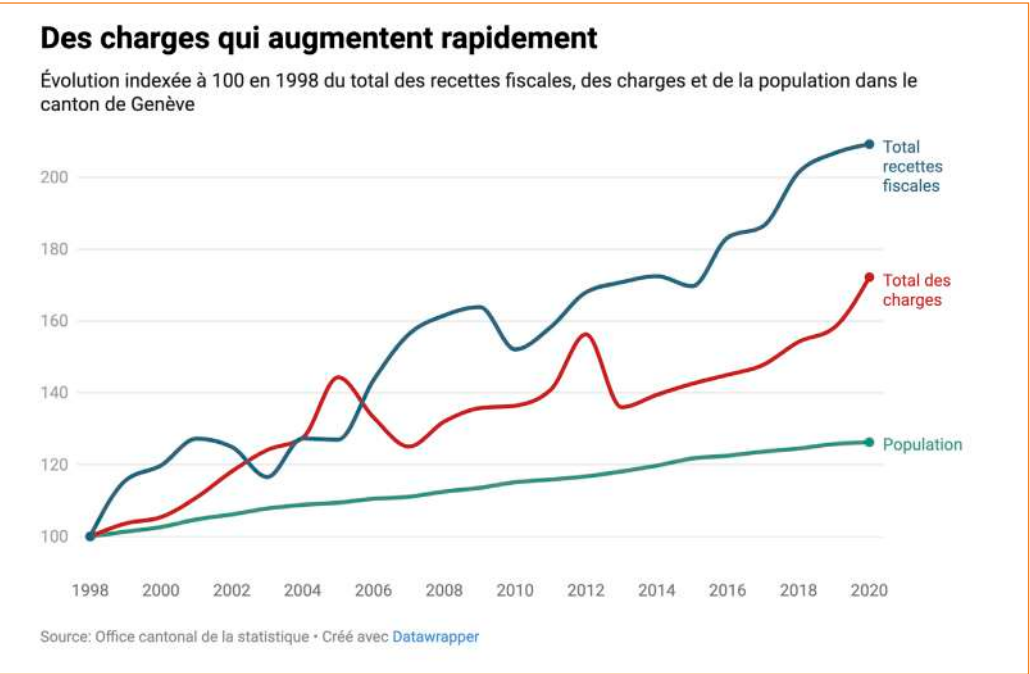
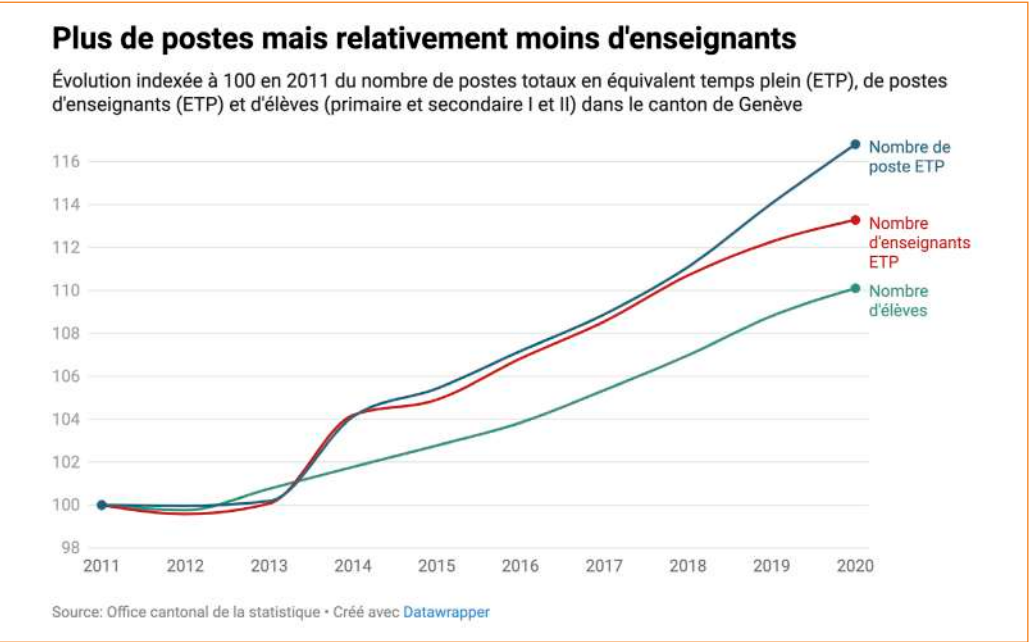
Aujourd’hui chaque contribuable genevois paie deux fois plus pour financer la masse salariale de l’État que dans la moyenne des autres cantons suisses, avec des charges de personnel par habitant les plus élevées de tout le pays. Pour autant les cantons de Berne ou du Valais par exemple délivrent également de bonnes prestations à la population. Ainsi cette initiative vise à ajouter un article à la Constitution qui demande que

l’État ne crée de nouveaux postes qu’à la condition qu’il puisse les financer.

Avec un État et une fonction publique gérés durablement, cette initiative de bon sens évitera à la fois toute baisse de prestation et toute hausse des impôts.

« Depuis 2011, la population genevoise a augmenté de 9%, alors que le nombre de fonctionnaire s’est accru de 17% et les charges de personnel de l’État de 22% »

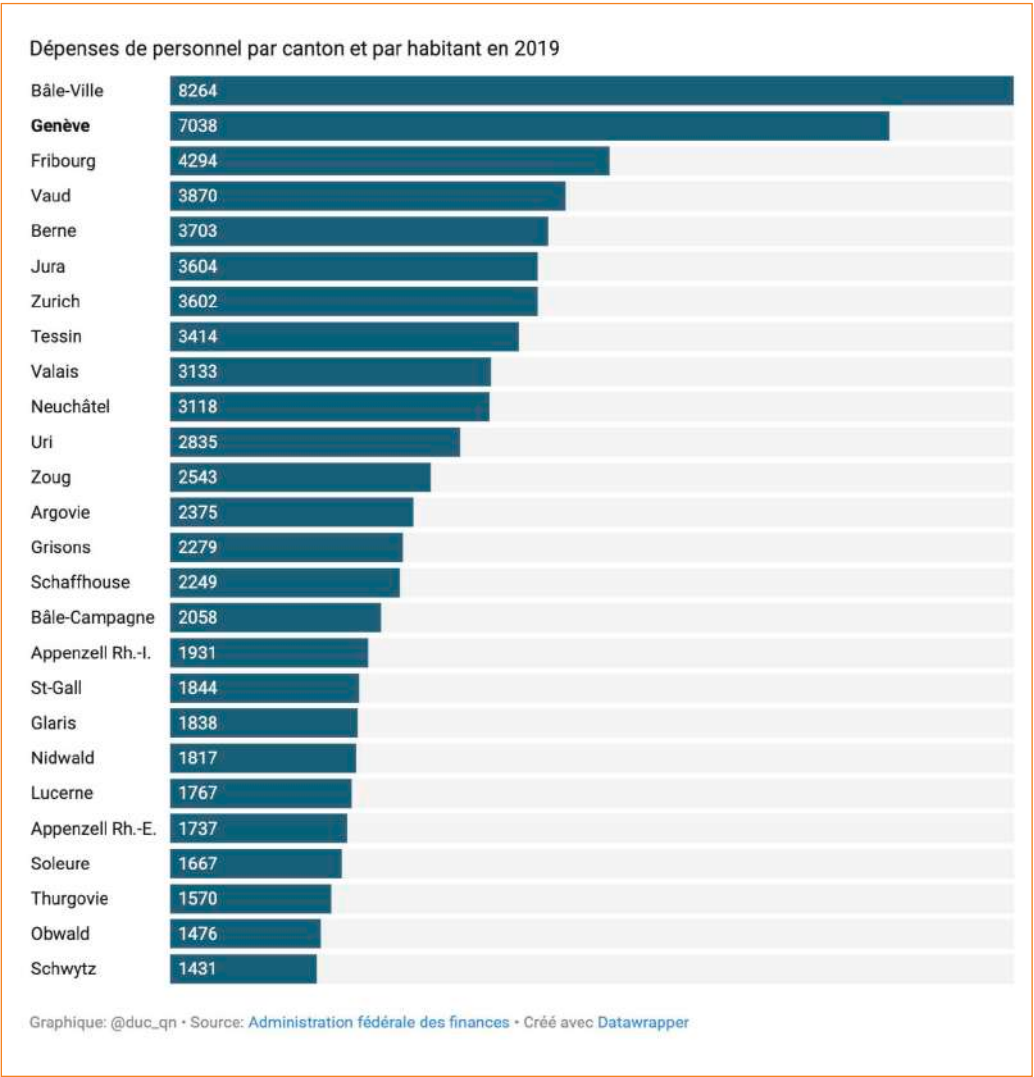
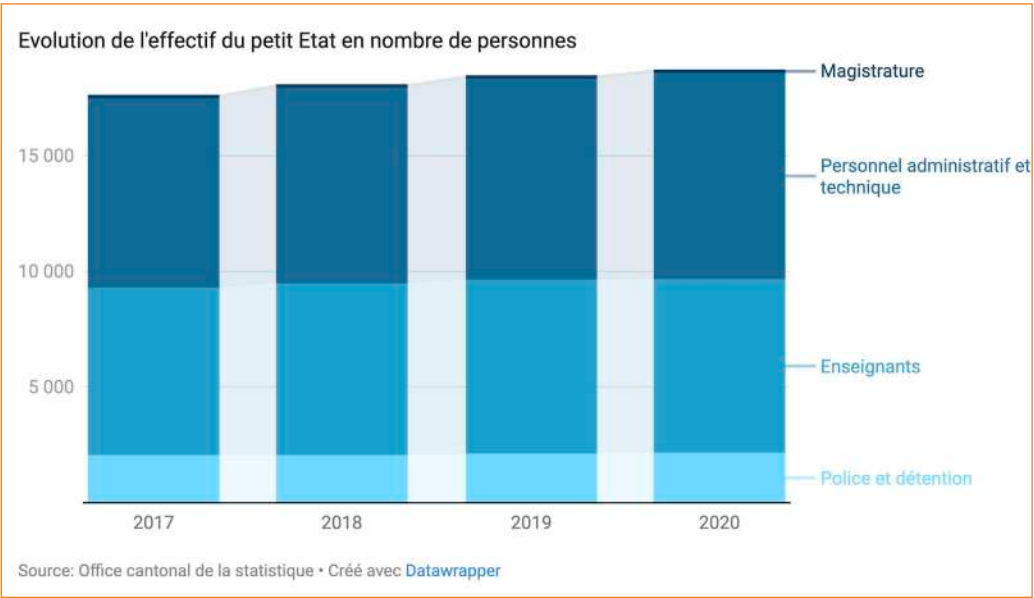
En favorisant la réallocation interne des postes, l’initiative aura aussi pour effet bénéfique de créer une vraie politique de ressources humaines au sein de l’État. Elle permettra de mettre en place une politique publique de formation professionnelle et continue en faveur des employés de la fonction publique dans le but de favoriser leur mobilité au sein de l’État.



Aujourd’hui, cette dernière est presque inexistante. Notre État n’a jamais développé de vrais mécanismes de formation continue pour ses employé-e-s comme cela se fait dans nombre d’entreprises privées. En cela, cette initiative représente également une opportunité pour les membres de la fonction publique.

Enfin, en élaborant un mécanisme de frein à la création de nouveaux postes, l’initiative sécurise la capacité d’investissement de l’État à moyen terme. En effet, en créant les conditions nécessaires d’un retour à l’équilibre du budget de fonctionnement, l’État ne répètera pas l’erreur de la fin des années 1990, qui avait vu le retour à l’équilibre des comptes publics s’opérer non au prix de réformes structurelles de son fonctionnement mais d’un frein aux investissements que nous n’avons jamais réussi pleinement à rattraper ces vingt dernières années.

L’initiative proposée par le PLR et le PDC est non seulement un instrument de bon sens, mais elle est surtout adaptée aux enjeux contemporains d’une fonction publique modernisée qui puisse offrir de véritables perspectives de carrière à ses employé-e-s.



L'avenir de la CDU

Dans le contexte des élections législatives allemandes du 26 septembre, nous avons souhaité nous intéresser à la situation électorale de la CDU. Alors que le parti traverse une période de transition complexe, nous avons interrogé Frank Burgdörfer. Politologue à la tête d'une agence basée à Berlin mettant en œuvre des projets d'éducation civique et enseignant à l'Université de Coblence-Landau (Rhénanie-Palatinat), il connaît parfaitement les arcanes de la CDU pour en être membre de longue date. Il revient pour nous sur l'héritage d'Angela Merkel, le parcours du candidat Armin Laschet et les défis qui attendent le parti ces prochaines années.



Franck Burgdörfer

Après seize ans à la Chancellerie, Angela Merkel s'apprête à se retirer. Quel héritage laisse-t-elle à son parti, la CDU ?

Après des débuts difficiles, Angela Merkel a remis la CDU sur pied dans le contexte de la fin peu glorieuse de l'ère Kohl, contrôlant et stabilisant le parti sans contestation. Après la période SPD-Verts, historiquement courte, le parti – avec son parti frère bavarois, la CSU – est redevenu en 2005 la force politique déterminante pendant une décennie et demie.

«Angela Merkel a modernisé la CDU et sa ligne politique de manière pragmatique, attentive à l'évolution des valeurs dans le pays.»

Angela Merkel a modernisé la CDU et sa ligne politique de manière pragmatique, attentive à l'évolution des valeurs dans le pays. Elle a réussi à attirer de nouveaux électeurs dans une société en constante fragmentation et ainsi préservé la dimension populaire du parti. Elle a également ouvert le parti à de nouvelles alliances politiques. En tant que

femme, elle a par ailleurs fait beaucoup pour leur émancipation ; en tant qu'Allemande de l'Est et par sa personnalité, elle s'est beaucoup engagée pour l'intégration des citoyens de l'ancienne RDA dans la République fédérale.

Avec ses manières sobres, dévouées, humaines et pleines d'autodérision, elle a apporté beaucoup à la culture démocratique du pays et à la réputation des dirigeants

politiques. Elle a démontré que le vrai pouvoir n'est pas une démonstration de force.

C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles elle est devenue une figure centrale et influente dans la résolution de plusieurs crises européennes majeures comme les crises financière, des dettes souveraines et des réfugiés, le Brexit, l'élection de Donald Trump avec ses conséquences pour la relation transatlantique et enfin, la crise sanitaire.

Toutefois, avec le recul, les inconvénients de ce bilan très positif prendront plus d'importance. Angela Merkel a incarné un style de leadership consistant à ne s'attaquer aux problèmes que lorsqu'ils étaient clairement identifiables aux yeux de tous, puis à faire passer ce qui était souhaité en s'appuyant sur de larges majorités, mais sans grands débats. Elle n'a pas poursuivi d'agenda positif, n'a pas énoncé d'objectifs clairs. Elle a surtout évité, avec succès, d'être sur la défensive. En matière de pratique du pouvoir, c'est clairement impressionnant. Mais elle a éloigné le pays, et surtout son propre parti, des grands débats structurants. Elle laisse derrière elle une multitude de problèmes et de défis jusqu'ici négligés qu'il est aujourd'hui urgent d'aborder, tant au niveau allemand qu'europpéen.

Armin Laschet est souvent considéré comme politiquement très proche d'Angela Merkel. Néanmoins, qu'est-ce qui le distingue de la Chancelière ?

Par son parcours et sa personnalité, Armin Laschet est à bien des égards très différent d'Angela Merkel : l'ancien journaliste rhénan, catholique, influencé par les enseignements sociaux de l'Eglise et l'expérience du travail parlementaire à Bruxelles est un homme chaleureux, accessible, profondément ancré dans les traditions. Il préside la plus grande section régionale de la CDU et occupe la fonction de ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Land le plus puissant. Un parcours éloigné d'Angela Merkel : physicienne de l'Est, protestante, façonnée par la vie en RDA, rêvant dans sa jeunesse du mode de vie occidental et y voyager. Connue pour son caractère parfois un peu cassant, un sens de l'humour plutôt fin, elle est arrivée au pouvoir sans expérience forte et sans avoir fait ses preuves dans de longs combats politiques au sommet de l'État.

Néanmoins, vous avez raison, tous les deux ont beaucoup de points communs : l'enracinement dans la foi chrétienne, une certaine humilité devant le pouvoir ainsi qu'une autocritique constante. Tous les deux sont arrivés au sommet parce qu'ils ont été sous-estimés – ce qui est une longue tradition au sein de la CDU depuis Adenauer et Kohl –. Ils ont également été élus à la tête du parti à une époque de profondes divisions et d'incertitude. Enfin, ils sont totalement étrangers à une approche idéologique de la politique.

Il me semble cependant qu'Armin Laschet a une approche plus institutionnelle de la gestion des conflits, par exemple en faisant venir des représentants des différentes ailes du parti au sein de la direction de la



Angela Merkel © CDU/Laurence Chaperon

CDU en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, alors qu'Angela Merkel a toujours eu tendance à isoler ses adversaires. J'ai également l'impression qu'Armin Laschet

«Par son parcours et sa personnalité, Armin Laschet est à bien des égards très différent d'Angela Merkel.»

est moins intransigeant et impitoyable qu'Angela Merkel dans ses relations avec les autres partenaires de la coalition. Ces deux éléments constitueront un avantage pour les négociations de la future coalition au lendemain des élections.

En Europe, tous les partis chrétiens-démocrates sont en crise profonde depuis plus de trente ans à l'exception de la CDU, qui jusqu'à présent faisait figure d'exception. Pensez-vous que cette période soit désormais révolue ?

A partir de la fin des années 1980, puis à nouveau à partir de 2005, l'exercice des responsabilités du pays par la CDU a limité les conflits internes et les tentations contestataires ont été étouffées dans l'œuf. A cet égard, ce n'est pas un hasard si la CDU est à nouveau en proie à de telles tentations en période de transition dans le contexte du départ d'Angela Merkel.

L'avenir de la CDU



Armin Laschet © CDU/Laurence Chaperon

Dans un monde de plus en plus complexe aujourd'hui, nombreux sont ceux qui aspirent à une orientation du parti plus simple et claire. Les réseaux sociaux, qui focalisent le débat sur une seule idée, de préférence émotionnelle, favorisent également celles et ceux qui sont capables de vendre de simples slogans comme politique. Cependant, un parti populaire avec une large base aux intérêts différents ne peut garantir son unité en procédant ainsi, comme le prouve de manière impressionnante le sort de toute une série de partis frères. Un parti populaire comme la CDU ne peut pas

préconiser de réponses simples, mais cherche des solutions réalisables. La CDU connaît actuellement des difficultés là où d'autres ont échoué depuis longtemps. Espérons qu'elle pourra tirer des enseignements des expériences des autres !

Dans quelle mesure ce moment critique met-il la CDU en position de faiblesse pour les élections ?

Ces dernières années, dans le cadre de la compétition autour de la présidence de

la CDU, un clivage s'est manifesté : d'un côté, il y a le camp qui se considère comme celui des modernisateurs. Ils veulent un mouvement puissant, compatible avec les médias, avec un leader fort, à l'image de l'ÖVP autrichien de Sébastien Kurz. Ils considèrent que la CDU doit être réactive, impressionner les médias et transmettre des messages clairs. Ce groupe se voit comme l'avant-garde d'une modernisation devenue nécessaire et se sent contrarié par l'establishment du parti.

En face, on trouve le camp des traditionalistes ou partisans de l'idée d'un parti large et populaire, attaché aux organes établis et aux canaux classiques

de prise de décision. De leur point de vue, la force de la CDU se nourrit de sa diversité interne : les solutions trouvées entre le patronat et les travailleurs, entre les associations de jeunes et de seniors ou entre les associations régionales des Länder. Rappelons que d'un point de vue historique, ce mécanisme interne de régulation du parti a également servi de modèles au-delà des frontières du parti pour des accords parlementaires et la construction de consensus au niveau national. Les personnes qui sont attachées à ce modèle considèrent comme un danger celles et ceux qui contournent les organes du parti et ne sont pas prêts à prendre en compte les différents courants internes.

Les partisans de la CDU attachés à l'idée de mouvement politique considèrent comme des obstacles ceux qui sont attachés à une CDU plus large et populaire et favorables à une forme de lenteur des prises de décision, au respect, à la confiance et la loyauté. Cependant, les premiers n'ont pas réussi à faire passer Friedrich Merz comme président du parti ou Markus Söder comme candidat à la Chancellerie. Et ils n'ont jamais accepté ces défaites. Une grande partie de la campagne négative contre Laschet est ainsi alimentée au sein même du parti et trouve évidemment, en cette période électorale, un écho dans les autres partis.

Cela signifie-t-il que les dissensions internes mettent en danger le succès du parti ?

Bien sûr, il est concevable que l'incapacité à régler la succession de Merkel à l'amiable fasse perdre tellement de voix au parti qu'il se retrouve dans l'opposition. Dans ce cas, ce ne sont pas des cas individuels mais la CDU dans son ensemble qui aurait



© CDU / Plakatmotiv BTW 2021

échoué et chacun devra prendre ses responsabilités.

Les sondages sont toutefois très volatils et les surprises sont fréquentes lors des élections fédérales ; à ce jour – trois semaines avant l'élection –, il convient donc d'être prudent. De plus, un résultat considéré comme faible peut être retourné favorablement

dans les négociations de coalition. Il me semble probable, qu'en fin de compte, tout dépendra de savoir si Armin Laschet réussit à entraîner les Verts dans une alliance tripartite avec la CDU/CSU et le FDP ou si Olaf Scholz, candidat du SPD, ralliera avant lui ces mêmes partis, surtout le FDP, au sien. Et si les deux échouent, les « grands partis » que sont la CDU et le SPD pourraient à nouveau se rapprocher comme ils l'ont fait la dernière fois ; rien n'est donc à exclure. Une négociation de coalition peut prendre des semaines voire des mois difficilement prédictibles.

Cependant, je pense qu'il faut aussi se rendre compte que ce serait un succès incroyable, surtout en comparaison internationale et d'un point de vue historique, si la CDU réussissait à occuper la Chancellerie pour la cinquième fois d'affilée et avec un nouveau Chancelier. Ce serait une erreur de penser que les autres partis ne feraient pas tout pour éviter une telle situation, comme la constitution d'une large coalition contre la CDU. Cependant, la démocratie se nourrit également de l'alternance et du fait que les institutions de l'État soient régulièrement dirigées par d'autres partis ; une perspective que nous, démocrates-chrétiens, souhaiterions néanmoins voir arriver le plus tard possible.

Après seize ans au pouvoir, la CDU n'a-t-elle finalement pas perdu sa capacité à percevoir les changements profonds de la société allemande et ne s'est-elle pas déconnectée de sa volonté de changements ?

Je ne le pense pas. Angela Merkel est

L'avenir de la CDU



surtout critiquée à l'interne du parti pour avoir accepté trop facilement les profondes mutations de la société allemande et surtout pour avoir répondu à *«Le fait que la CDU adopte actuellement un ton plus prudent que les Verts en matière de politique climatique, est en revanche conforme aux souhaits de son électorat.»* sérieuses en matière de politique climatique. Un tel « conservatisme », outre le fait qu'il ne peut pas être conciliable avec les positions fondamentales de la démocratie chrétienne, aurait des conséquences fatales sur l'électorat centriste, selon tous les sondages. Mais surtout, de telles positions n'auraient aucune chance lors des congrès du parti.

La plupart du temps, cependant, cette accusation insinue également que la CDU ne devrait pas plaider pour un approfondissement de l'UE, qu'elle devrait

s'abstenir de nouveaux efforts en faveur de l'égalité des droits pour les femmes ou qu'elle devrait empêcher des mesures sérieuses en matière de politique climatique. Un tel « conservatisme », outre le fait qu'il ne peut pas être conciliable avec les positions fondamentales de la démocratie chrétienne, aurait des conséquences fatales sur l'électorat centriste, selon tous les sondages. Mais surtout, de telles positions n'auraient aucune chance lors des congrès du parti.

Le fait que la CDU adopte actuellement un ton plus prudent que les Verts en matière de politique climatique, est en revanche

conforme aux souhaits de son électorat. Bien sûr, du point de vue des manifestants pour le climat, il est dérangeant qu'Armin Laschet rappelle les intérêts de la population rurale dépendante de la voiture, des travailleurs des industries à forte émission énergétique ou des propriétaires à faibles revenus. Mais il est légitime et respectable de prendre en compte les intérêts de catégories importantes de la population. Il est essentiel que celles-ci se sentent entendues, comprises et considérées si l'on veut obtenir des mesures de politique climatique bénéficiant d'un large soutien parmi la population.

Si la CDU ressort très affaiblie des prochaines élections fédérales, le parti risque-t-il de se retrouver dans une crise interne profonde et se diviser durablement ?

Comme certains sondages le prévoient, si la CDU/CSU perdait jusqu'à un tiers de ses 245 mandats du Bundestag, le mécontentement serait important en interne. De plus, si tous les ministères devaient être perdus, de nombreux plans de carrière seraient mis à mal. Et là, le parti serait alors confronté à une phase de divisions internes et probablement aussi à de nouvelles luttes de clans pour en prendre la direction.

Mais la CDU a déjà été plongée dans des crises profondes et elle sait comment les gérer ; elle y est parvenue à plusieurs reprises. Même en cas de défaite importante, elle restera un grand parti. Elle a réussi depuis 1949 à occuper la Chancellerie pendant plus de cinquante ans et a ainsi façonné de manière durable la politique allemande. Elle occupe aujourd'hui des postes à responsabilités à tous les niveaux politiques, des communes aux Länder, en passant par les districts, ou du gouvernement fédéral jusqu'au sein de l'Union européenne.

Il faut néanmoins mentionner les scandales impardonnables liés à la pandémie de Covid-19, lorsque des membres isolés du Bundestag ont tenté de s'enrichir personnellement dans le cadre de mesures de lutte contre la crise. Le parti doit accorder une plus grande attention à l'éthique personnelle de ses représentants. Chacun sait que le succès du parti ne peut se poursuivre que si les gens se ressaisissent et se rallient à des objectifs communs. En la matière, beaucoup de choses doivent changer, peu importe que

nous sortions perdants ou gagnants des prochaines élections.

Selon vous, quels sont les objectifs derrière lesquels la CDU peut à nouveau s'unir ?

Ceux qui disent que la CDU est trop patriarcale, qu'elle est trop contrôlée depuis les coulisses, qu'elle permet trop peu de concurrence ouverte ont raison !

Ceux qui disent que la CDU ne peut réussir que si elle est unie par une démocratie interne forte et un travail dans les organes du parti ont également raison ! Ceux qui veulent renouer avec le succès devront accepter les critiques de l'autre camp. Sur cette base, la CDU pourrait alors se transformer en un parti populaire qui accepte les changements sociaux, culturels et technologiques.

Nous devons ainsi mieux appréhender ce que signifie la numérisation pour un parti moderne au lieu de laisser la logique des réseaux sociaux nous transformer en simple suiveur. Il est urgent de perfectionner notre utilisation des réseaux sociaux tout en continuant à communiquer des messages nuancés et précis.

Nous devons aussi mieux favoriser l'engagement politique de personnes exerçant des responsabilités familiales et autres en dehors de leur mandat. Nous avons aussi besoin de plus de démocratie interne, y compris dans les procédures de sélection pour les mandats.

Au début de l'entretien, j'ai expliqué qu'Angela Merkel, avec son style politique, avait rendu la CDU peu habituée au débat. Les questions concernant l'avenir n'étaient pas abordées tant qu'elles semblaient lointaines. Une fois qu'elles devenaient trop

urgentes à traiter, il n'y avait régulièrement plus de temps pour convaincre ; le parti ne pouvant que faire front derrière elle. Nous devons réapprendre à argumenter et débattre afin de pouvoir convaincre les esprits critiques et énoncer de nouvelles propositions pour être en avance sur les autres partis. Dans une période comme la nôtre, il ne suffit pas d'administrer le statu quo. À l'heure des révolutions technologiques, des changements sociaux et des déplacements de pouvoir à l'échelle mondiale, quiconque, en tant que démocrate-chrétien, souhaite voir se dessiner la vision claire d'une politique responsable garantissant un vivre-ensemble pérenne, doit passer à l'offensive avec des concepts bien pensés.

*Propos recueillis par Benoît Cerutti.
Traduction de l'allemand par Benoît Cerutti
et Claudio Marques*

Un budget inacceptable

Le projet de budget 2022 annonce un déficit de 460,2 millions qui aurait approché le milliard sans des recettes fiscales extraordinaires de 462 millions. Ces recettes fiscales extraordinaires témoignent de la résilience de l'économie genevoise en temps de crise. Les craintes concernant la baisse des rentrées fiscales exprimées par la gauche à la suite de l'adoption de la RFFA ne se sont donc pas réalisées. Au contraire, c'est le cadre fiscal attractif que le PDC défend qui permet aujourd'hui de financer les prestations sociales en favorisant une économie dynamique et créatrice de richesses. Cela démontre également que notre Canton ne souffre pas d'un manque de recettes mais bien de dépenses excessives.



Ainsi, les réformes structurelles proposées par le Conseil d'État sont insuffisantes au vu de la situation des finances publiques cantonales. Le projet de loi visant à revoir la répartition des charges employeur/employés pour la LPP ne déploiera ses effets que sur le long terme puisque cela concerne les nouveaux assurés. En dehors de cette unique piste, la participation des communes à certaines charges dynamiques assumées par le Canton a été évoquée. Nous rappelons qu'elle doit être conditionnée à un transfert de compétences pour être envisageable.

Depuis des années, le PDC appelle à mener des réformes structurelles et s'engage pour que celles-ci aboutissent. Alors que le fonctionnement et le rôle de l'État doivent être repensés, nous sommes aujourd'hui dans une situation de blocage. Le lancement par l'Entente d'une initiative vise à y remédier. Nous constatons à ce sujet que le projet de budget 2022 prévoit la création de 364 nouveaux postes. Il s'agit désormais de mettre fin au fonctionnement en silo en favorisant une mise en commun des ressources et davantage de transversalité au sein de

l'administration, il faut cesser de confondre la quantité et la qualité.

Par ailleurs, le PDC estime nécessaire de revoir le périmètre de l'État en remettant le principe de subsidiarité au cœur des politiques publiques. De nombreuses tâches pourraient ainsi être transférées au secteur associatif, au secteur privé ou aux communes pour toutes celles relevant de l'action de proximité.

Le PDC salue néanmoins un plan décennal d'investissement ambitieux de 11,1 milliards, soit 3 milliards de plus par rapport au précédent PDI, prévues notamment pour les infrastructures de mobilité, la rénovation énergétique des bâtiments de l'État et la transition numérique. En plus d'apporter des réponses à des enjeux clés pour notre canton, ces investissements permettront également de soutenir l'économie et l'emploi.

Notre parti s'était engagé l'année dernière à donner un budget à Genève afin que le canton puisse avoir un cap dans le contexte de crise que nous connaissons.

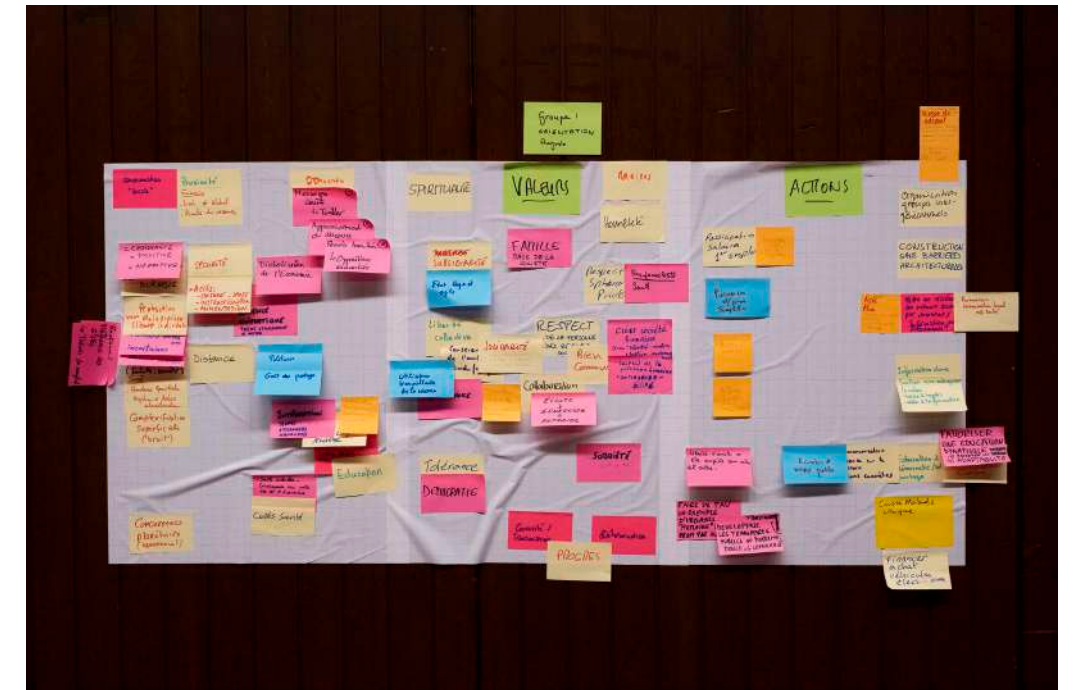
Une majorité avait pu être trouvée mais, en contrepartie, des pistes sérieuses en matière de réformes structurelles auraient dû être proposées et discutées entre les partis et le Conseil d'État. Cette démarche est aujourd'hui un échec, aucune proposition n'a rallié de majorité et la gauche n'entend entamer aucune réflexion sur l'agilité de l'État. Devant les nouveaux déficits annoncés, le PDC n'acceptera pas le budget 2022 en l'état.

*Delphine Bachmann,
députée et présidente du PDC Genève
Jacques Blondin,
chef de groupe et député
Olivier Cerutti, député et
membre de la commission des finances*

Journée des assises du PDC Genève

Le parti a tenu ses assises le 28 août dernier à Bernex, près d'une année jour pour jour après avoir dû reporter l'événement en raison de la pandémie. Cette journée s'est déroulée dans une ambiance conviviale et nous a donné enfin l'occasion de nous revoir en présentiel et de partager à nouveau ces moments d'échanges plus informels qui ont manqué lors des séances en visioconférence. Au-delà du plaisir de se retrouver, le but de la journée était bien sûr de mener ensemble une réflexion de fond, notamment en vue des prochaines échéances électorales. Les ateliers de la matinée ont ainsi porté sur trois grands thèmes : l'orientation, le fonctionnement et la croissance du parti. Une large partie de l'après-midi a par ailleurs été consacrée à la discussion sur le changement de nom du parti. Alors que nous sommes en train de finaliser une synthèse de la journée qui sera prochainement envoyée aux membres, nous avons déjà pu identifier les premières tendances qui se dégagent de ces travaux, l'objectif étant de présenter des propositions concrètes pour chaque thématique d'ici la fin de l'année.

Trois groupes distincts ont travaillé sur le thème « orientation ». Il s'agissait d'abord de définir les valeurs qui caractérisent le parti ainsi que les enjeux clés sur lesquels nous devons nous positionner, puis de proposer les principes d'action et les mesures concrètes qui en découlent. Lors de la phase de restitution, nous avons constaté une vraie convergence entre les travaux réalisés par les trois groupes. Nos valeurs humanistes ont été réaffirmées ainsi bien sûr que la liberté, la solidarité et la responsabilité, et elles ont été complétées notamment par des valeurs comme l'audace, la créativité ou l'équilibre. Concernant les enjeux clés, c'est l'environnement, en particulier le réchauffement climatique, la cohésion sociale, l'emploi et la formation qui ont été les plus cités. La digitalisation de la



société a également été mentionnée. Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive. Avec l'ensemble des éléments proposés durant les ateliers, nous sommes en mesure de rédiger un document de référence qui pourra également servir de point de départ pour l'élaboration de notre futur programme.

Pour l'atelier « fonctionnement », deux groupes se sont penchés sur l'organisation du parti en faisant le bilan de ce qui fonctionne et de ce qui doit être amélioré. Les principales pistes d'améliorations suggérées concernent la communication et les relations entre les différentes instances du parti pour gagner en agilité et en transversalité. À ce sujet, nous avons déjà entrepris des travaux concernant la collaboration entre le parti cantonal et les sections communales. L'atelier « croissance » s'était fixé comme objectif de répondre aux questions suivantes : Comment donner envie d'adhérer ? Comment susciter un engagement actif ? Comment accroître et fidéliser notre électorat ? Les principales réponses apportées concernaient la

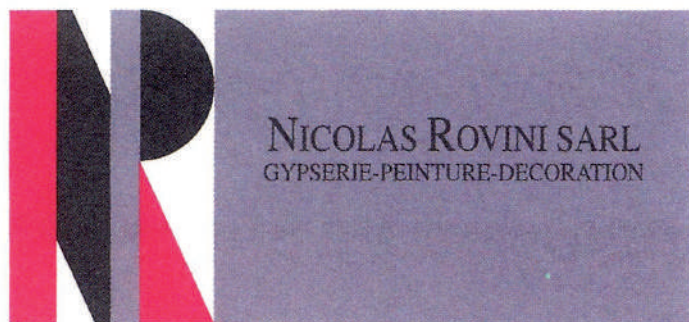
valorisation du « capital humain » existant au sein du parti ainsi qu'une information et une communication plus ciblée et plus percutante. Par ailleurs, il a également été proposé de renforcer notre présence sur le terrain à travers l'organisation d'événements publics comme des conférences et des débats.

En conclusion, nous tenons à remercier chaleureusement tous les participants pour la qualité des échanges ainsi que toutes les personnes qui ont contribué à l'organisation. Nous allons maintenant poursuivre le travail d'analyse et de mise en œuvre des nombreuses idées et propositions faites durant cette journée.

*Au nom du comité d'organisation des assises:
Robert Pattaroni, Françoise Fasel,
Guy Tornare, Marie-Thérèse Engelberts,
Christian Pauletto, Nicolas Vernaz,
Viviane Lance, Augusto de la Peña
et Vincent Gillet.*

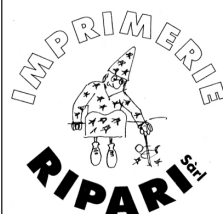
Les assises en images





NICOLAS ROVINI SARL
GYPSERIE-PEINTURE-DECORATION

19 rue de la Maison-Forte - 1287 Laconnex Genève
Tél.: 022 756 11 07 - Fax : 022 756 14 54
Mobile : 079 423 32 54 - rovin@bluewin.ch



**Venez nous trouver,
on va vous faire
des imprimés de qualité!**

Av. des Grandes-Communes 27 - 1213 Onex
Tél. 022 771 23 23 - Fax 022 771 41 12
E-mail: imp.ripari@bluewin.ch



Gestion immobilière
Fiduciaire

Barthélémy Roch

F.I. Fides Immo Sarl
6, chemin du Moulin-de-Vert
1288 Aire-la-Ville
Tél. 022 850 00 15
Fax 022 850 00 15
roch.barthelemy@bluewin.ch

le déménagement en douceur



BALESTRAFFIC

Certifié Charte Qualité
AGED
2011

17-19 rue Baylon - 1227 Carouge - Tél. 022 308 88 00 - www.balestrafic.ch



LOCATELLI
MAX ET SERGE LOCATELLI
ELECTRICITÉ - DEPUIS 1962

Rue de Genève 3
1225 Chêne-Bourg
Tél. 022 348 33 55

www.locatelli-electricite.ch

Installations électriques
courant fort et courant faible
Dépannage - SWISSCOM Partner
Domotique - Câblage informatique



Ch. de la Marbrerie 6
CH - 1227 Carouge
Tél: 022.343.89.50
Fax: 022.343.14.41
Mail: info@bosson.ch
Web: www.bosson.ch

**La chaleur
sous toutes ses formes**

Mazout, diesel, carburants,
station service 24/24 et
révision de citernes.



Edouard BRUN & Cie S.A.
Agence immobilière

La dimension humaine

Rue Sillem 6 - CH-1211 Genève 6 - Tél. 022 718 19 60 - www.regiebrun.ch

Soutenez le PDC!

Vous partagez les idées de notre parti et de nos élus ?

N'hésitez pas à nous soutenir en faisant un don.
Vous contribuerez ainsi à aider le PDC à porter ses idées et
valeurs lors des votations, des campagnes mais aussi tout
au long de la prochaine législature.

Nous vous remercions chaleureusement!

Compte CCP: 17-43834-0
IBAN: CH82 0900 0000 1704 3834 0
Parti Démocrate-Chrétien du canton de Genève
Motif versement: don PDC Geneve (canton)